

jugé. La Chine, comme on le sait est un pays exceptionnel qui, malgré son immense population peut se suffire à lui-même sans le secours de l'étranger. Par un phénomène gouvernemental dont nous plaisantons mais que nous devrions admirer, on a su y contenir et faire travailler des populations pauvres et peu instruites par un simple isolement du reste du monde, tandis que pour obtenir un pareil résultat chez les nations dites éclairées, il faudrait avoir recours à un éternel déploiement de rigueur et de force brutale. Les chinois vivaient heureux ou du moins tranquilles ; assez sages pour régler leurs besoins de moyens, ils se contentaient de fournir à l'homme civilisé des objets dont il ne peut presque point se passer et pour lesquels celui-ci se voit réduit à donner en échange de l'argent seulement. Ceci déplaît hautement au grand maître en fait de commerce (sisez escroquerix si vous aimez mieux.) Désespérant de pouvoir jamais donner à ces hommes simples les besoins de notre civilisation, l'anglais se voit réduit à leur procurer l'opium, poison attrayant pour lequel ils ont une irrésistible passion et dont il défend l'usage chez lui. Les chefs chinois, voyant que la dépravation, l'immoralité, les maladies, le dépérissement des races et la destruction finale de la population doivent inévitablement résulter de l'usage de cette drogue fatale voulurent mettre fin à ce dangereux commerce et déployant une sagesse et une sévérité auxquelles n'eussent sans doute point cédé les basses classes européennes, ils déclarèrent qu'après un certain délai l'introduction du narcotique ne serait plus permise. Les négociants anglais, poussés par l'amour insatiable du gain et peut être par les instructions secrètes de leur gouvernement qui n'était pas fâché de trouver un prétexte d'aller dévaster, piller, rançonner un peuple peu versé dans l'art de la guerre, continuèrent leur importation illicite. Les autorités chinoises, justement irritées, s'emparèrent des navires chargés d'opium et en jetèrent le frêt à la mer sans calculer autre chose que la justice de leur cause et des ordres de leur souverain. A la nouvelle d'un traitement auquel les insulaires n'étaient point accoutumés, grande fut la rumeur chez la gent mercantile. Il ne fut qu'un cri parmi les boutiquiers ; il fallait punir l'insolence d'un peuple qui osait résister à l'empoisonneur ; il fallait le punir d'autant plus sévèrement qu'il était plus faible. C'est la manière qui a fait jusqu'ici la force de cette nation qui n'a grandi qu'au moyen d'empiétements, d'intrigues, de spoliations. Les journaux annoncèrent bientôt avec une joie barbare que des milliers d'hommes avaient été massacrés sur le rivage qu'ils voulaient défendre de l'étranger ; que leur plus belle ville allait être mise au pillage, « afin, disaient-ils, de montrer à ces gens-là qu'ils ne sont pas aussi puissants qu'ils l'imaginent et qu'ils doivent, sans plus tarder, se soumettre à la civilisation britannique, et embrasser le christianisme qui recommande la charité, Poubli des injures et qui surtout professe une horreur pour le sang humain. » Non contents de les avoir incendiés, égorgés, il faut encore leur faire payer les frais d'entretien des bouchers, les torches et les poignards, à défaut de quoi, les massacres devront soudain recommencer ! Les autres nations souffriront-elles un pareil abus de la force physique, permettront-elles un si deshonorant emploi de l'intelligence du siècle ; laisseront-elles persécuter une nation qui ne demande au reste du monde que de vivre tranquille et ignorée, qui remplit dignement sa carrière en occupant la portion du globe qui lui est tombée en partage, sans demander à d'autres de travailler pour elle ? C'est ce qui ne nous étonnerait pas de la part des gouvernements égoïstes du jour si l'honneur de l'humanité se trouvait seul en jeu ? mais comme des intérêts de pouvoir, et d'orgueil se verront dangereusement